



Pour diffusion immédiate

Communiqué de presse :

Les États doivent mettre en œuvre de toute urgence l'accord international contre les bombardements en zones peuplées

Montréal, le 18 novembre 2023 - Il y a un an, le 18 novembre 2022, 83 États réunis à Dublin ont approuvé un accord international historique visant à protéger les civils contre les bombardements en zones peuplées. Entre janvier et septembre 2023 (AOAV), plus de 14 900 personnes ont été tuées ou blessées dans le monde par la violence explosive - un signe clair de la nécessité urgente pour les États de l'appliquer maintenant, d'autant plus dans le contexte actuel d'escalade du conflit entre les groupes armés palestiniens et Israël.

Le 18 novembre 2022, les États ont participé à une conférence internationale à Dublin pour adopter [un accord international visant à protéger les civils contre les bombardements et les pilonnages en zones peuplées](#). L'accord - officiellement connu sous le nom de « Déclaration politique » - vise à remédier à l'impact humanitaire dévastateur et durable de l'utilisation des armes explosives. 83 États ont adopté cet accord historique, qui marque l'aboutissement d'un processus diplomatique de trois ans.

En avril 2024, les États se réuniront à Oslo pour la première conférence internationale de suivi de cet accord afin de rendre compte des progrès réalisés dans sa mise en œuvre. HI appelle également les États qui ne l'ont pas encore fait à approuver la déclaration politique contre les bombardements en zones peuplées.

Le contexte en 2023 nous rappelle l'importance de cette déclaration

Dans le contexte actuel d'escalade du conflit entre les groupes armés palestiniens et Israël, le Réseau international sur les armes explosives (INEW), qui a activement défendu la Déclaration de Dublin, est profondément préoccupé par l'impact de ce conflit sur les civils.

[INEW appelle les groupes armés palestiniens et Israël](#) à cesser d'utiliser des armes explosives lourdes dans les zones peuplées en raison du risque élevé de dommages pour les civils.

INEW appelle également les 83 États qui ont approuvé la Déclaration politique sur les armes explosives à respecter leur engagement à « promouvoir activement la Déclaration » et à « rechercher l'adhésion à ses engagements » par les parties au conflit, y compris par le biais de leurs déclarations publiques, afin de renforcer la protection des civils.

Un nombre effroyable de morts

Aujourd'hui, les conflits armés se déroulent de plus en plus dans les zones urbaines, d'où la nécessité urgente de renforcer la protection des civils vivant dans ces zones contre les bombardements et les tirs d'obus.

Plus de 14 900 civils ont été tués ou blessés par la violence explosive dans le monde entre janvier et septembre 2023, [selon les rapports mensuels d'Action on Armed Violence \(AOAV\)](#). Plus de 4 100 incidents impliquant des armes explosives se sont produits dans le monde, indique AOAV.

[Depuis le 7 octobre, plus de 10 500 Palestiniens et plus de 1 400 civils israéliens ont été tués, et plus de 26 000 Palestiniens et plus de 5 400 civils israéliens ont été blessés dans le conflit - la grande majorité des Palestiniens ayant été tués par des bombardements.](#)

Ces chiffres très élevés sont dus à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et à l'utilisation croissante d'armes explosives dans les conflits au Myanmar, en Somalie, en Syrie, etc.

Au cours de cette période, lorsque des armes explosives ont été utilisées dans des zones peuplées, plus de 80 % des victimes étaient des civils.

« Les conflits se déroulent plus fréquemment dans les zones urbaines et des armes explosives sont presque systématiquement utilisées. Les civils et les infrastructures civiles sont de plus en plus menacés, comme on peut le voir aujourd'hui en Ukraine, au Soudan, au Myanmar et en Syrie, mais aussi dans la bande de Gaza. L'utilisation d'armes explosives dans des zones peuplées a des effets désastreux sur les civils, causant des morts, des blessés, des déplacements, la destruction d'infrastructures essentielles, etc. En 2023, plus de 80 % des victimes étaient des civils. L'année dernière, les États ont approuvé un accord international historique contre les bombardements dans les zones peuplées. Ils doivent maintenant mettre en œuvre cet accord de toute urgence, en imposant des restrictions à l'utilisation des armes les plus destructrices dans les zones peuplées, en utilisant tous leurs moyens diplomatiques pour garantir un accès humanitaire rapide et sans entrave aux zones touchées, et en augmentant l'aide aux populations touchées par le conflit. » - Anne Héry, directrice du plaidoyer chez HI

Des villes rasées

Des villes comme Mossoul (Irak), Raqqa (Syrie), Marioupol (Ukraine), Hodeïda (Yémen), Gaza (Territoires palestiniens occupés), mais aussi des petits villages, des centres urbains de taille moyenne - toutes sortes de zones peuplées - ont été détruits ou endommagés par l'utilisation de l'artillerie lourde au cours des dernières années. Cette pratique a endommagé des infrastructures essentielles telles que des écoles et des hôpitaux, provoqué des déplacements de population à grande échelle, empêché les acteurs humanitaires d'accéder aux zones touchées, tué et blessé des dizaines de civils et laissé derrière elle une contamination par des munitions explosives qui mettra des vies en danger pour les années à venir.

L'utilisation d'armes explosives dans des zones peuplées aura des effets à long terme sur les communautés civiles.

« Chaque jour, nous constatons l'impact humanitaire à long terme des bombardements et des pilonnages sur les zones urbaines qui ont lieu depuis des années en Syrie. De grandes villes comme Homs, Alep, Raqqa, etc. ont été massivement bombardées, causant la mort, la destruction d'infrastructures vitales et le déplacement de milliers de familles. À Raqqa, six ans après les violences armées, la population locale est toujours exposée au danger des munitions explosives. Les démineurs de HI enlèvent et désamorcent chaque jour des engins explosifs, mais il faudra des décennies pour rendre la région sûre. » - Myriam Abord-Hugon, directrice HI pour la Syrie

Ce qui doit être fait...

HI appelle les États à cesser d'utiliser les armes les plus destructrices dans les villes et autres lieux de vie et à fournir une assistance aux civils touchés par les conflits. Les parties au conflit doivent collecter et partager des données sur l'utilisation d'armes explosives et faire preuve de plus de transparence sur l'impact de leurs opérations militaires afin d'améliorer la compréhension des conséquences humanitaires et de permettre des réponses humanitaires rapides aux populations dans le besoin.

La campagne de HI

Depuis des années, HI, membre fondateur du Réseau international sur les armes explosives (INEW), appelle à une protection accrue des civils dans la guerre urbaine. HI a joué un rôle actif dans le processus diplomatique de trois ans entre 2019 et 2022 qui a conduit à la

conférence de Dublin en novembre 2022 et à l'approbation de l'accord international visant à protéger les civils contre les bombardements en zones peuplées.

En avril 2023, HI et ses partenaires d'INEW ont publié un rapport de l'Observatoire des armes explosives intitulé : "Explosive Weapons Monitor 2021-2022 : Two years of harm to civilians from the use of explosive weapons" (Observatoire des armes explosives 2021-2022 : deux années de dommages causés aux civils par l'utilisation d'armes explosives). Il s'agit du premier rapport mondial sur les bombardements et les pilonnages sur les villes. Il a été publié six mois après la conférence de Dublin. L'Observatoire est une publication annuelle.

HI continue de participer à des initiatives visant à monitorer la manière dont les États signataires mettent en œuvre l'accord et continuera de faire pression sur les États non signataires pour qu'ils adhèrent à la Déclaration politique.

À propos de HI

Humanité & Inclusion (anciennement Handicap International) est une organisation de solidarité internationale qui œuvre où il le faut, tant qu'il le faut depuis plus de 40 ans pour que les personnes en situation de handicap et les populations touchées par les crises, les conflits et les catastrophes ne soient jamais laissées pour compte. L'organisation est présente dans près de 60 pays où elle mène des projets axés sur le développement inclusif des personnes handicapées, apporte une aide humanitaire aux populations en crise et contribue à réduire la violence armée par des actions de sensibilisation, de déminage et d'éducation aux engins explosifs. Reconnue pour son travail de plaidoyer, HI est l'une des organisations fondatrices de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (ICBL) et du Réseau international sur les armes explosives (INEW), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du prix Conrad N. Hilton en 2011. Au Canada, HI est basée à Montréal et à Ottawa depuis près de 20 ans. Pour plus d'informations, visitez le site web : www.hi-canada.org.

-30-

Contact médias :

Fatou Thiam, responsable des communications, Humanité & Inclusion Canada, f.thiam@hi.org,
514 229-0671